

Thierry de Montbrial : « L'absence de leadership mondial rend la situation très dangereuse »

NICOLAS BARRÉ, JACQUES HUBERT-RODIER ET VIRGINIE ROBERT - LES ECHOS | LE 05/12/2014



Thierry de Montbrial (Fondateur du World Policy Forum)

Fondateur de l'Institut français des relations internationales, Thierry de Montbrial a également créé la World Policy Conference qui se tient cette année à Séoul du 8 au 10 décembre, et dont « Les Echos » sont partenaires. Plus de 200 experts et personnalités débattront notamment de l'organisation de la sécurité en Asie de l'Est et en Europe, des perspectives de la péninsule coréenne ou encore de la géo-économie de l'Eurasie.

Le monde est-il à la veille d'une grande rupture des équilibres qui ont émergé de l'après-guerre froide ?

Je n'ai jamais cru que la chute du mur de Berlin puis celle du système soviétique marqueraient la fin de l'histoire. Au contraire, il était extrêmement naïf de croire que l'équation « démocratie économie de marché » entraîne comme par une réaction chimique la paix et la prospérité, ainsi que le pensait le politologue américain Francis Fukuyama. La cause de la mondialisation comme d'ailleurs celle de l'effondrement soviétique, c'est la révolution des technologies de l'information. Cette révolution a d'immenses avantages mais aussi des effets puissamment déstabilisants, comme en témoigne par exemple tout le débat autour du la gouvernance, du contrôle et de la régulation d'Internet.

De quelle façon ?

Cette révolution amplifie considérablement l'effet « passion-émotion » dans les relations internationales. Or, aujourd'hui, c'est cet effet qui tend à l'emporter sur l'aspect « raison ». Il est majoré par la difficulté des démocraties à conduire la politique étrangère. Ce phénomène, que dénonçait Tocqueville, s'aggrave encore aujourd'hui. A la différence des entreprises, les démocraties ont de plus en plus de mal à définir des objectifs de long terme et à s'y tenir. Les régimes autoritaires ont plus de facilités à définir des stratégies cohérentes. Ce qui ne veut pas dire qu'ils n'ont pas leurs propres faiblesses. Un exemple de danger est lié au jugement « politiquement correct » du moment, comme sur l'Afrique. Pour réagir à un pessimisme excessif, il était de bon ton de mettre l'accent sur le décollage de ce continent. Cela n'est pas faux, mais il faut être conscient d'immenses problèmes comme la montée du terrorisme et l'épidémie d'Ebola, qui rappelle plus généralement que les questions de santé seront de plus en plus au coeur de la gouvernance internationale, ainsi que celles qui sont liées au climat. Bien entendu, il ne faut pas tomber dans l'excès inverse du pessimisme.

Quels sont pour vous les facteurs qui pèsent le plus aujourd'hui sur les relations internationales ?

Le premier, c'est la dégradation de la situation au Moyen-Orient, liée à la surprise stratégique de l'émergence de Daech - selon l'acronyme arabe de l'Etat islamique en Irak et au Levant. Cela a pris tout le monde par surprise, y compris, semble-t-il, les services de renseignement. Avant la prise de la ville de Mossoul, en Irak, en juin, ces derniers ne semblaient pas avoir bien mesuré ce danger. Ce qui est frappant, c'est le surgissement de ce mouvement, qui est incroyablement bien organisé. L'autre facteur, c'est évidemment le conflit entre la Russie et l'Ukraine, dont les conséquences se feront sentir très longtemps. Enfin, un facteur trop souvent sous-estimé en Europe concerne les risques en Asie de l'Est, liés notamment à la montée des nationalismes, comme d'ailleurs en Russie et même en Europe.

Comment éradiquer la menace que fait peser Daech aujourd'hui ?

Daech a une vision territoriale vraisemblablement plus précise que celle d'Al Qaida. Mais ce sont des variantes de la même histoire. Face à cela, il reste que les Occidentaux n'ont pas de vision claire et encore moins de stratégie. Après le printemps arabe et le début de la guerre civile en Syrie, les Occidentaux ont agi d'une manière essentiellement idéologique. L'idée de renverser Bachar Al Assad a été un objectif partagé aussi bien par Nicolas Sarkozy que par François Hollande ou encore Recep Tayyip Erdogan. Nombre de voix au Liban, mais aussi parmi les minorités chrétiennes de la région, avaient pourtant mis en garde contre le fait de déstabiliser Assad sans savoir ce qu'on ferait après. La manière dont, collectivement, nous avons ignoré ces minorités est scandaleuse. Nous les avons laissé froidement tomber, et ce n'est que depuis peu que l'on commence vaguement à s'intéresser à leur sort.

De quelle façon peut-on leur venir en aide ?

La lutte contre l'Etat islamique supposerait un minimum d'accords avec des régimes par ailleurs hostiles. Il faudrait pour cela une clarification stratégique de la part aussi bien des Européens que des Américains. L'un des phénomènes marquant de 2014 est, hélas, l'absence de leadership de la part du président Barack Obama. C'est un des éléments du problème. Le fait de lancer des

raids aériens contre l'Etat islamique ne constitue pas une stratégie, cela ne peut être qu'un moyen. Plus généralement, aucune guerre n'a jamais été gagnée par la voie aérienne seule. Or la force militaire n'a de sens qu'au service d'une stratégie.

Quelle solution voyez-vous pour la Syrie ?

Bachar Al Assad n'est plus une variable principale dans la situation au Moyen-Orient. Toute solution doit partir des quatre acteurs régionaux majeurs - Turquie, Iran, Egypte et Israël - et des trois grands acteurs internationaux - Etats-Unis, Russie et, dans une certaine mesure, Union européenne.

Comment se comportent ces acteurs régionaux ?

La Turquie appartient à l'Otan. Mais la Turquie de Recep Tayyip Erdogan a énormément évolué. Son projet est de créer un Etat sunnite moderne et d'exercer une influence régionale majeure, face notamment au chiisme. L'Egypte, ensuite, est un très grand pays de la région, mais ses capacités d'action sont actuellement limitées. Quant à Israël, ses objectifs ont toujours été fondamentalement nationaux. Il n'a jamais cherché à construire un ordre régional en tant que tel car il se trouve fondamentalement dans une logique de survie.

Et l'Iran ?

L'Iran incarne le monde chiite, dont on ne peut pas ne pas tenir compte. Il y avait une sorte d'équilibre entre le chiisme et le sunnisme qui a été largement détruit par l'intervention de 1991 puis par celle de 2003 en Irak. Si l'on est capable d'amorcer une réintégration de l'Iran dans ce que l'on peut appeler la « communauté internationale », de nouvelles perspectives peuvent s'ouvrir. C'est la question fondamentale. Sans l'Iran, il est impossible de parvenir à quelque forme d'ordre que ce soit au Moyen-Orient. Car l'Iran, c'est le monde chiite, c'est Bachar Al Assad, c'est le Hezbollah... Il faudrait un leadership international fort, bien au-delà de la question des négociations qui viennent d'être prolongées jusqu'à juin prochain sur le programme nucléaire iranien entre le P5 +1 - les cinq membres permanents du Conseil de sécurité plus l'Allemagne - et Téhéran. Ce leadership ne peut venir que des Etats-Unis. C'est d'ailleurs sur cette question que l'histoire jugera Barack Obama en politique internationale. Mais ce sera très difficile, car le président américain, en position de faiblesse, devra compter dans les deux prochaines années avec une majorité républicaine au Congrès.

Quel rôle peut jouer la Russie au Moyen-Orient ?

On ne peut pas compter sur la Russie pour faire plaisir aux Occidentaux, mais elle n'agira qu'en fonction de ce qu'elle considère être ses propres intérêts nationaux. Les Russes ont des relations privilégiées avec la Syrie, mais aussi d'une certaine façon avec l'Iran. Aucun ordre nouveau n'est possible si on ne peut pas, dans cette région, se réconcilier avec l'Iran et si l'on ne peut pas travailler avec la Russie.

Quel est l'objectif de l'Iran dans le nucléaire ?

L'objectif actuel de l'Iran est de parvenir au seuil nucléaire, comme le Japon d'ailleurs, soit à deux ou trois ans du développement éventuel d'une bombe. C'est vraisemblablement ce que les Israéliens ne peuvent accepter. Mais il faut comprendre que, si les Iraniens veulent la bombe nucléaire sur le long terme, ils ont des chances de finir par l'avoir. Si l'on regarde plus à l'est, on

voit que le Pakistan dispose de l'arme nucléaire, et il se peut que cela ait plutôt exercé un effet stabilisateur dans son rapport avec l'Inde, elle aussi dotée de cette arme. Mais, pour de bonnes raisons, nous travaillons sur le postulat que la prolifération nucléaire est devenue inéluctablement déstabilisante. Sur le long terme, la seule façon d'empêcher l'Iran d'avoir l'arme nucléaire serait d'obtenir des accords régionaux de désarmement nucléaire, qui impliqueraient nécessairement Israël. De tels accords supposeraient des conditions qui ont peu de chances d'être réalisées rapidement. Ce qui nous renvoie une nouvelle fois à la question du leadership.

Quel rôle peut jouer la France et a fortiori l'Occident ?

La France s'est progressivement éloignée du gaullisme et de ce qu'on appelait alors la politique d'indépendance nationale. C'est-à-dire d'une grande autonomie d'analyse par rapport aux Etats-Unis. Dire cela ne signifie nullement être anti-américain. Lorsque nous avons connu des poussées gaullistes comme en 2003 avec le discours de Dominique de Villepin au Conseil de sécurité des Nations unies contre l'intervention militaire américaine en Irak, nous l'avons fait d'une façon un peu excessive. Ce qui explique peut-être qu'ensuite nous avons été trop accommodants.

On dit souvent que l'Occident existe parce que l'Amérique est la fille de l'Europe. Sur le plan culturel, refuser de reconnaître les racines judéo-chrétiennes de l'Europe est d'ailleurs une aberration. Mais, pour autant, l'Occident n'est pas un concept pertinent sur le plan des relations internationales. Son évocation permanente ne fait qu'aggraver les phénomènes émotionnels dans ce domaine. Or nous avons besoin de préserver un monde raisonnablement ouvert dans lequel on résout le conflit par la diplomatie et donc par la raison. Il faut que la raison l'emporte sur les passions. Ce qui m'inquiète aujourd'hui, c'est le poids excessif des passions. Tout cela est lié à l'absence de leadership mondial, c'est une situation très dangereuse. **Faut-il reconnaître l'Etat palestinien ? Ou bien est-ce un facteur supplémentaire de déstabilisation de la région ?**

Ceux qui pensent que tous les problèmes du Moyen-Orient s'expliquent par la non-résolution du conflit israélo-palestinien font une caricature de la situation. Reste que ce conflit non résolu est un drame. Le gouvernement de Benyamin Netanyahu n'a rien fait pour parvenir à une solution. Continuer une colonisation rampante, pratiquer la loi du talion, intervenir massivement à Gaza..., tout cela n'est pas tenable et ne peut contribuer qu'à entretenir la spirale de violence. C'est une situation qui ne peut se perpétuer indéfiniment. Au-delà du rôle des Etats-Unis et de leur relation avec Israël, les Européens sont tiraillés entre, d'un côté, ne rien faire qui paraîtrait hostile à l'Etat d'Israël et, de l'autre, la fidélité à des principes affichés depuis des décennies avec lesquels on ne peut pas faire le grand écart. La reconnaissance de l'Etat palestinien n'est ni bonne ni mauvaise tant qu'un vrai processus de négociation n'a pas abouti. Cette reconnaissance ne peut être qu'une réaction bancale à l'absence de progrès sur une question qui pourrait depuis plus de soixante-cinq ans.

Nicolas Barré, Jacques Hubert-Rodier et Virginie Robert

En savoir plus sur http://www.lesechos.fr/05/12/2014/LesEchos/21829-053-ECH_thierry-de-montbrial-----l-absence-de-leadership-mondial-rend-la-situation-tres-dangereuse--.htm#XYrqPVrUfTrbwpBz.99